



PRÉSIDENTIELLE 2021

Huit candidats en lice pour la magistrature suprême



Denis Sassou N'Gusso



Mathias Dzon



Guy Brice Parfait Kolelas



Joseph Kignoumbi Kia Mboundou



Albert Oniangue



Anguios Nganguia Engambé



Michel Mboussi Ngouari



Dave Uphrem Mafoula

Huit candidats dont cinq de l'opposition, deux indépendants et le président sortant, Denis Sassou N'Gusso, ont officiellement déposé leur dossier de candidature pour le premier tour de l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

Denis Sassou N'Gusso sera face à Mathias Dzon, Guy Brice Parfait Kolelas, Joseph Kignoumbi Kia Mboundou, Albert Oniangue, Anguios Nganguia Engambé, Michel Mboussi Ngouari et Dave Uphrem Mafoula.

Page 3

CHU-B

De nombreux défis attendent le nouveau directeur



Le Dr Denis Bertrand Raiche, DG du CHU-B

Installé dans ses fonctions depuis le 28 septembre dernier, le directeur général du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B), Denis Bernard Raiche semble donner satisfaction, en dépit de nombreux défis qui restent encore à relever. Cent jours après, le directoire s'attèle à améliorer l'offre de santé avec à la clé l'acquisition de nouveaux équipements, l'aménagement du pavillon de prise en charge de la Covid-19 et la disponibilité d'un personnel qualifié.

Page 7

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Vers la relance du corridor Bangui-Brazzaville

Les autorités centrafricaines et congolaises étudient des modalités pratiques pour fluidifier les échanges commerciaux entre les deux pays à travers la relance du corridor Bangui-Brazzaville au niveau de Zinga-Mongoumba-Gouga, localité située à la frontière entre le Congo et la Centrafrique. L'objectif est d'offrir à la Centrafrique des voies d'approvisionnement, au regard des obstacles imposés par les groupes rebelles sur l'axe Bangui-Cameroun considéré comme le principal couloir



de ravitaillement de la capitale centrafricaine en produits de première nécessité et des services.

Page 5

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

L'API pour un accompagnement des porteurs de projets

L'Agence pour la promotion des investissements (Api) se dit disposée à aider les porteurs de projets et jeunes startups congolais en vue de rendre bancables leurs initiatives.

« L'Api a un portefeuille de projets des entrepreneurs congolais en quête de partenaires techniques ou financiers. Nous voulons créer à l'intérieur de ce porte-

feuille, une catégorie de jeunes porteurs de projets et startups », a indiqué la directrice de cette agence, Annick Patricia Mongo.

Page 5

Editorial

Occasion unique !

Page 2

ÉDITORIAL

Occasion unique

Voilà qui ne soulève aucun doute, pour nous en tout cas : le fait que le président de la RDC, Félix-Antoine Tshisekedi, prenne la tête de l'Union africaine dans le temps très particulier que nous vivons où les cartes se rebattent l'une après l'autre sur la table du jeu mondial donne une occasion unique à notre continent de faire valoir le rôle qu'il peut et doit jouer dans la gestion présente et à venir de la planète.

Ceci d'abord, bien évidemment, dans le champ très stratégique de la protection de la nature et de la lutte contre le dérèglement climatique, mais aussi et tout aussi fortement dans celui de l'adaptation de la gouvernance mondiale aux réalités de ce début d'un millénaire qui s'annonce pour le moins agité. Deux domaines dans lesquels l'Afrique en général mais tout particulièrement le Bassin du Congo occupent une place essentielle étant donné l'immensité de l'espace qu'ils occupent, le nombre et la jeunesse des humains qui y vivent, la richesse et la diversité de leurs ressources naturelles, bref le capital qu'ils détiennent et dont ils ont hérité des siècles précédents.

Entouré et soutenu par ses pairs, au nombre desquels figure en bonne place notre propre président, Denis Sassou N'Guesso, le successeur de Joseph Kabila a entre les mains tous les moyens nécessaires pour imposer enfin l'Afrique, notre Afrique, comme un acteur incontournable de la scène mondiale. Certes, il lui faut résoudre les problèmes dont il a hérité, problème parmi lesquels figurent en tête de liste les tensions ethniques et religieuses qui dévastent les provinces de l'Est de la RDC, mais les appuis dont il dispose dès à présent au sein de la communauté africaine et dans la communauté internationale sont tels qu'il a la possibilité de franchir les obstacles élevés sur sa route.

Tout indique aujourd'hui que les semaines, les mois à venir marqueront un tournant dans la réforme nécessaire, indispensable, de la gestion des affaires internationales que les superpuissances de l'hémisphère nord dominant avec les effets négatifs que l'actualité souligne jour après jour de façon accablante. Faisons donc en sorte que la voix de notre continent soit mieux entendue, que ses messages soient mieux perçus, que sa responsabilité dans la conduite des affaires humaines soit mieux appréciée. L'occasion est en effet propice !

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2021

Les élus locaux de la Lékoumou et de la Bouenza se rangent derrière Denis Sassou N'Guesso

Les collectifs des élus locaux indépendants des départements de la Bouenza et de la Lékoumou ont pris l'engagement de soutenir la candidature du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.



Les élus locaux de la Lékoumou/DR

Les conseillers départementaux et municipaux de ces deux départements de la partie sud du pays ont pris leur engagement devant le conseiller spécial du président de la République, Juste Désiré Mondélé. « Nous, membres du collectif des élus indépendants, grands électeurs du département de la Lékoumou, affirmons notre soutien indéfectible et sans faille à la candidature de son Excellence, Monsieur Denis Sassou N'Guesso, pour son expérience, dans la conduite sans faille, des destinées de notre pays », peut-on lire dans la déclaration rendue publique à Sibiti. A travers cet engagement, les élus à statut indépendant de la Lékoumou entendent, entre autres, corriger l'échec des campagnes électorales observées lors du référendum et de la présidentielle de 2015-2016 ; éviter les taux d'abstention élevés à

l'élection présidentielle de 2021. Ils veulent également remédier aux difficultés que présentent nombre des partis politiques dans la mobilisation des militants ces derniers temps, développer plus de convergences que de divergences par le biais d'un plan d'aplanissement des différends les plus remarquables.

« ...L'élu local à statut indépendant est cette femme ou cet homme à l'occasion d'un processus électoral qui est porteur d'une idée bien partagée auprès des populations de sa circonscription électorale et à même de rivaliser d'ardeur avec ses adversaires politiques, mais qui se trouve souvent inhibé de conduire à bon port son dessein, faute de moyens financiers et matériels qu'il tire de sa maigre poche », ont déclaré, de leur côté, les élus de la Bouenza, réaffirmant leur soutien au candidat de la majorité présidentielle.

Prenant acte de ces engagements, Juste Désiré Mondélé a exhorté les élus locaux de la Lékoumou et de la Bouenza à la mobilisation pour la victoire de leur candidat à la présidentielle du 21 mars prochain. Ils devraient également créer des conditions de participation des populations et préserver l'unité ainsi que la paix.

« Je salue votre engagement parce que vous venez de faire le choix de la poursuite de la longue marche vers le développement. Vous avez fait le choix de la paix, de l'unité nationale, le choix de la modernité de notre pays. Vous avez fait le choix de la continuité de la décentralisation. Je vous en félicite, mais une élection, pour la gagner, il faut des prérequis, parmi lesquels, l'enrôlement en cours sur le fichier électoral », a rappelé Juste Désiré Mondélé.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Gyflin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2021

Huit candidats en lice

En attendant la confirmation par la direction générale des affaires électorales, après vérification des pièces jointes au dossier de candidature, Denis Sassou N'Guesso, Mathias Dzon, Guy Brice Parfait Kolelas, Joseph Kignoumbi Kia Mboundou, Albert Oniangué, Anguios Nganguia Engambé, Michel Mboussi Ngouari et Dave Uphrem Mafoula sont les huit candidats à l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

Denis Sassou N'Guesso est candidat à sa propre succession. Il traîne une longue expérience administrative et politique. En 2016, il s'était présenté aux Congolais avec un programme de gouvernement dénommé « La marche vers le développement ». Le président sortant fera face, en attendant la décision de la Cour constitutionnelle, à sept autres candidats, soit un de moins qu'en 2016. Parmi eux, quatre candidats malheureux à la dernière élection, notamment Guy Brice Parfait Kolelas, Joseph Kignoumbi Kia Mboundou, Anguios Nganguia Engambé, Michel Mboussi Ngouari.

Investi par l'Alliance pour la République et la démocratie (ARD) et le Collectif des partis de l'opposition congolaise (CPOC), Mathias Dzon, qui a toujours critiqué le processus électoral en cours, a décidé d'aller jusqu'au bout. L'ancien ministre des Finances et président de l'Union patriotique pour le renouveau national avait, en effet, jeté l'éponge en pleine campagne électorale en 2009. « Cette fois-ci j'irai jusqu'au bout parce que je pourrais gagner pour changer ce pays », déclarait-il au cours d'une conférence de presse.

Arrivé en deuxième position en 2016 avec 15,04% de suffrages exprimés, Guy Brice Parfait Kolelas veut faire mieux en 2021. L'ancien ministre de la Fonction publique et président de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) a reconduit son projet de société : le Plan Parfait pour le redressement du Congo.

Joseph Kignoumbi Kia Mboundou, est quant à lui, un habitué. Deuxième aux élections présidentielles de 2002 et 2009, le président de « La



Denis Sassou N'Guesso



Mathias Dzon



Joseph Kignoumbi Kia Mboundou,



Guy Brice Parfait Kolelas



Anguios Nganguia Engambé



Michel Mboussi Ngouari



Dave Mafoula



Albert Oniangué

Chaîne » et 2e secrétaire de l'Assemblée nationale a occupé la 7^e place sur neuf en 2016.

Candidat malheureux aux scrutins présidentiels de 2009 et 2016, Anguios Nganguia Engambé a également déposé sa candidature à la présidentielle de mars prochain. Le président du Parti pour l'action de la République a occupé la dernière place en 2016, soit 0,21%.

Michel Mboussi Ngouari, candidat de la Convention des partis républicains en 2016, qui a rallié, par la

suite, l'opposition politique congolaise de Pascal Tsaty-Mabiala, se positionne pour le compte de son parti le Mouvement national pour la libération du Congo. Il avait obtenu 0,24% en 2016.

Sur cette liste, Albert Oniangué et Dave Uphrem Mafoula paraissent comme des néophytes. Ancien aide de camp du feu président Jacques Joachim Yhombi Opango et du président Denis Sassou N'Guesso, c'est pour la première fois que le pasteur Albert Oniangué va se présenter à une élection.

Colonel à la retraite, il a rappelé que « sa candidature n'était pas le fruit d'un calcul politicien, mais un appel de Dieu ».

Candidat malheureux aux dernières élections législatives dans la circonscription de Loukolela, dans le département de la Cuvette, Dave Uphrem Mafoula a placé sa candidature sous le signe de l'audace et du renouveau. Candidat à la présidentielle de 2016 avant de se désister, l'économiste de formation, âgé de 39 ans aujourd'hui, entend mettre son expérience au

service du Congo à travers son projet de société intitulé « Contrat présidentiel ».

Notons que Guy Brice Parfait Kolelas, Anguios Nganguia Engambé et Michel Mboussi Ngouari, tous membres de l'opposition constitutionnelle de Pascal Tsaty-Mabiala ont été investis par leurs partis respectifs. L'Union panafricaine pour la démocratie sociale, pour sa part, a décidé de ne pas prendre part à la prochaine élection présidentielle.

Parfait Wilfried Douniama

Les Nations unies s'imprègnent du processus électoral

Le conseiller en paix et développement des Nations unies en République du Congo, Stean Auguste Tshiband, et le président du Conseil supérieur de la liberté et de communication (CSLC), Philippe Mvouo, ont conféré respectivement le 8 février avec le président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka.

« C'était juste une réunion d'information. Nous voudrions un peu nous imprégner du déroulement du processus électoral. Le président de la CNEI nous a donné l'information et nous avons compris comment les choses se passent sur le terrain. Il nous a également expliqué les différentes étapes à venir », a expliqué le conseiller en paix et développement des Nations unies.

Selon Stean Auguste Tshiband, les Nations unies qui n'ont pas de mandat électoral appuient l'Etat dans

la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). « En tant que partenaire du pays, nous accompagnons le gouvernement dans la réalisation des ODD, mais nous ne sommes pas directement impliqués dans les élections », a-t-il précisé.

Philippe Mvouo et Henri Bouka ont, de leur côté, parlé de l'aspect communication dans le cadre de l'élection présidentielle du 21 mars prochain. Selon lui, la CNEI joue un rôle important dans le processus électoral. « Tous les autres partenaires



Henri Bouka et Stean Auguste Tshiband après l'audience Adiac

ne peuvent pas évoluer autrement qu'en se rapprochant de la CNEI pour mieux s'imprégner du mécanisme électoral qui est en cours. Nous, au niveau des médias, je me vois obliger toujours de me rapprocher de la CNEI pour mettre à ma disposition les éléments possibles afin de mieux préparer les journalistes à la couverture médiatique de toutes les activités liées aux élections », a déclaré Philippe Mvouo, estimant que les journalistes ont un rôle à jouer en démocratie.

Parfait Wilfried Douniama

NIARI

Obtenir de l'eau à Kibangou centre, un calvaire quotidien

Située à quelques encablures de la rivière Niari, la localité de Kibangou centre, dans le département du Niari séduit, certes, grâce à sa situation géographique, particulièrement sa faune et sa flore, mais les difficultés liées à l'approvisionnement en eau laissent perplexes les habitants qui sont obligés de se plier en quatre pour avoir au moins un seau de quelques litres.

« Moi par exemple, je me lève chaque jour à 4h pour obtenir quelques litres d'eau puisque la journée l'eau ne coule presque pas » a fait savoir un fonctionnaire affecté dans cette localité.

Pour avoir de l'eau de source à Kibangou, il faut impérativement s'armer de courage, de patience et faire preuve de beaucoup de volonté, car les contraintes sont énormes. Il faut, en effet, se réveiller tôt et être parmi les premiers, avoir de la force physique pour pomper mais surtout souhaiter que la personne qui détient la clé soit disponible et de bonne humeur pour servir la population.

« Aujourd'hui, le chef du quartier nous a demandé de nettoyer les alentours de la pompe avant de prendre de l'eau. Nous souffrons trop ici, parfois nous partons de très loin (plus d'un kilomètre), mais à notre arrivée, la pompe est déjà fermée ou l'eau ne coule plus. C'est une communauté urbaine et elle est vraiment peuplée mais le



Quelques citoyens de Kibangou attendent leur tour pour avoir de l'eau/Adiac

problème d'eau fera à ce que nous quittions Kibangou », a expliqué Liza, une habitante qui attendait son tour à la pompe, aux environs de 5h. Construites en 1982, selon un sage, deux des trois pompes ne fonctionnent plus normalement. Celle qui est restée en marche ne produit de l'eau qu'entre une heure et sept heures du matin. Son état laisse à désirer. Elle ne doit sa résistance qu'aux fils de fer qui l'entourent. Si cette pompe cède, c'est près de trois mille personnes qui seront privées d'eau.

La pluie constitue l'une des sources sûres d'approvisionnement des habitants, malheureusement, elle se fait de plus en plus rare ces derniers temps. Cela accentue la crainte et les peines de la population.

Les habitants de Kibangou déplorent également le manque de structures publiques équipées comme l'hôpital, l'école et autres.

Rude Ngoma

VIE DES PARTIS

Plus de 2500 jeunes intègrent la FMC aux quartiers Nkombo et Matari

Les sections de la Force montante congolaise (FMC) de Nkombo et Matari, dans le 9e arrondissement Djiri, à Brazzaville, ont organisé le 7 février une campagne spéciale d'adhésion à l'organisation. A cet effet, plus de 2500 jeunes ont officialisé leur adhésion à l'union catégorielle du Parti congolais du travail (PCT).



Les trois membres du comité central de la FMC lors de la rencontre/Photo Adiac

La rencontre visait à mobiliser le maximum de jeunes des quartiers Nkombo et Matari autour de la Force montante congolaise, l'objectif étant de renforcer sa base mais aussi de conforter l'ancrage du PCT afin de lui permettre de bien préparer les échéances à venir, dont la présidentielle du 21 mars prochain.

« La campagne d'adhésion massive à la FMC s'inscrit dans le cadre de l'initia-

tive un mètre carré égal à un membre. L'occupation du terrain commence maintenant jusqu'au 21 mars 2021. Au sortir de cette rencontre, chacun de nous doit être lui-même potentiel électeur et prendre autour de lui d'autres potentiels électeurs, en commençant par sa cellule familiale », a indiqué Mr Eyobélé qui a conduit la délégation de la FMC.

Le membre du comité central de la FMC a, par ailleurs, exhorté les nouveaux adhérents à inscrire leurs noms sur les listes électorales afin d'intégrer le fichier électoral et de participer librement au vote le 21 mars prochain. Le chef de la délégation de la FMC était accompagné de Geric Ndzaba et de Inaise Bomiano, tous membres du comité central de cette organisation catégorielle du PCT.

Firmin Oyé

BANQUES CONGOLAISES

Nette amélioration du crédit bancaire et des dépôts

Les établissements de crédit se portent de mieux en mieux après le choc lié à la crise sanitaire de Covid-19. Ils participent au financement de l'économie, à travers l'octroi du crédit aux entreprises et institutions publiques.

La BGFI Bank, la Société générale Congo (SGC) et La congolaise de banque (LCB) sont le trio de tête en matière d'encours de crédits et de dépôts, selon la Banque centrale. Au dernier trimestre 2020, la filiale congolaise de BGFI détenait à elle seule 30,11% de part des créances sur les entreprises, loin devant la Société générale Congo (SGC) avec 11,07% et le Crédit du Congo (CDC) 10,36%. À l'issue de sa dernière réunion, fin novembre 2020, le Comité national économique et financier avait souligné une hausse du taux d'épargne de précaution des ménages traduite par l'augmentation des dépôts bancaires, un repli des crédits bruts à l'économie et une baisse des émissions des créances en souffrance.

Si l'on s'en tient à ces déclarations bancaires, la BGFI a gagné 2% par rapport au deuxième trimestre, tandis que la SGC et CDC ont perdu respectivement -0,99% et -2,07% pendant la même période. Les autres banques peinent à améliorer leur performance en matière de facilité de crédit pour les entreprises, notamment la Banque congolaise pour l'habitat-BCH (3,77%), la Banque commerciale internationale-BCI (8,73%), Ecobank (7,16%), LCB Bank (9,80%), United bank of Africa-UBA Congo (4,90%), BESCO (0,59%), la Banque postale du Congo (3,87%), la Banque sino-congolaise pour l'Afrique-BSCA (9,64%).

De manière générale, les banques locales proposent aux entreprises des crédits à court et moyen terme. Sur les onze établissements que compte la place bancaire du Congo, seules la filiale congolaise de Société générale (28,67%), LCB Bank (27,85%) la BCI (17,92%) encourent à des crédits à long terme.

Fiacre Kombo

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Vers la relance du corridor Bangui-Brazzaville

Des autorités centrafricaines se sont rendues, du 3 au 7 février, à Zinga- Mongoumba-Gouga, localité située à la frontière entre le Congo et la Centrafrique, pour étudier les voies d'approvisionnement. Elles ont annoncé des travaux de réhabilitation de la route principale et des installations portuaires.

Le gouvernement centrafricain est en quête de nouvelles voies d'approvisionnement du pays, après les attaques des groupes armés à la frontière avec le Cameroun et le blocus imposé sur l'axe Bangui-Douala. Ce corridor est le principal axe de ravitaillement de Bangui en produits de première nécessité et de sortie des produits destinés à l'exportation. Depuis l'insurrection rebelle en décembre dernier, un comité de Gestion des effets de la crise sécuritaire sur l'économie nationale a été mis en place. Dirigé par le ministre centrafricain des Finances et du Budget, Henri-Marie Dondra, le comité de crise a déployé sur le terrain une mission conjointe gouvernement et partenaire privé pour évaluer les infrastructures de transports, en vue de l'opérationnalisation des voies d'approvisionnement de la capitale via cette route nationale n°6.

La mission a jugé l'axe Bangui -Mongoumba- Gouga plus ou moins praticable pour les



Le tronçon routier à la frontière Congo-RCADR

« Des obstacles se situent sur le seuil de Zinga, sur une distance de sept kilomètres. Ils sont constitués des blocs de rochers et d'amas de sable infranchissables. À ce niveau, les travaux de dragage s'imposent. Un bateau pousseur battant pavillon congolais a même échoué sur le banc de sable de ce port fluvial ayant pour cargaison du ciment à destination de la ville capitale »

véhicules de poids lourds, insistant sur l'urgence des travaux de réhabilitation de certains ouvrages. En ce qui concerne la voie fluviale, les émissaires du gouvernement centrafricain ont évoqué l'importance d'une opération de dragage au niveau de Zinga, une localité difficile d'accès, pour permettre la fluidité du trafic Bangui-Brazzaville en période d'étiage. « Des obstacles se situent sur le seuil de Zinga, sur une distance de sept kilomètres. Ils sont constitués des blocs de rochers et d'amas de sable infranchissables. À ce niveau, les travaux de dragage s'imposent. Un bateau pousseur battant pavillon congolais a même échoué sur le banc de sable de ce port fluvial ayant pour cargaison du ciment à destination de la ville capitale », précise la mission dans un communiqué.

Rappelons que le corridor Bangui-Brazzaville a été fermé en 1997, en raison du conflit armé qu'a connu le Congo.

Fiacre Kombo

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

L'Api disposée à accompagner les jeunes startups

L'Agence pour la promotion des investissements (Api) est disposée à aider les porteurs de projets et jeunes startups congolais à mieux structurer leurs projets pour les rendre bancales.

La directrice générale de l'Api, Annick Patricia Mongo, a lancé cette invite le 9 février à Brazzaville, lors de la première édition d'une série de rencontres économiques à laquelle ont pris part les porteurs de projets et startups évoluant dans le domaine agricole, de l'agroalimentaire, de l'énergie renouvelable et la gestion des déchets.

« L'Api a un portefeuille de projets des entrepreneurs congolais à la recherche de partenaire technique ou financier. Nous voulons créer à l'intérieur de ce portefeuille une catégorie de jeunes porteurs de projets et startups. C'est pour cela que nous avons organisé cette réunion », a expliqué la directrice générale de l'Api qui a profité de l'occasion pour communiquer sur les missions et services de l'agence ainsi que les opportunités qu'elle offre grâce à la collaboration établie avec la République fédérale de l'Allemagne.

Participant à ce forum, le diplomate allemand au Congo,



L'ambassadeur de l'Allemagne au Congo et la directrice générale de l'Api lors de la rencontre économique

le Dr Wolfgang Klapper, a mis en relief l'importance de la dynamisation de la coopération entre le Congo et son pays. Il estime, par ailleurs, que la collaboration avec l'Api devrait contribuer à ouvrir des pers-

pectives meilleures en termes d'échange et de partenariat entre les investisseurs des deux pays.

Signalons que l'Allemagne finance chaque année au Congo entre huit et dix pe-

tits projets, à hauteur de six millions de FCFA. Elle est actuellement en train de réaliser une plateforme digitale pour encourager les jeunes entrepreneurs congolais, a affirmé l'ambassadeur.

« L'Api a un portefeuille de projets des entrepreneurs congolais à la recherche de partenaire technique ou financier. Nous voulons créer à l'intérieur de ce portefeuille une catégorie de jeunes porteurs de projets et startups. C'est pour cela que nous avons organisé cette réunion »

Satisfait d'avoir pris part à ce premier rendez-vous, Gaël Kemoko Matondo, promoteur du « projet papaye », espère bénéficier prochainement d'un appui soit financier soit technique pour acheter des équipements de travail puis, faire la promotion de son produit.

A la faveur des prochaines rencontres économiques envisagées dans le cadre du partenariat entre l'Api et l'Allemagne, les deux parties entendent insuffler une nouvelle ère en matière de promotion d'investissement réciproque. Créée en 2012, l'Api a pour mission essentielle de : mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'investissement à travers les activités de promotion et de facilitation des investissements privés ; contribuer à l'amélioration de l'environnement des affaires ; concevoir et promouvoir une image de marque de nature à attirer les investisseurs potentiels au Congo.

Lopelle Mboussa Gassia

PLUIES DILUVIENNES

D'importants dégâts observés à Sukisa

La forte averse qui s'est abattue à Brazzaville dans la nuit du 8 au 9 février a causé plusieurs dommages matériels au quartier Sukisa situé dans le cinquième arrondissement, Ouenzé. Le ruissellement des eaux a entraîné l'effondrement d'environ huit maisons et des glissements de terrain.

La furie des eaux ruisselantes a causé la désolation dans le quartier. Le bilan de la pluie diluvienne du lundi est triste au quartier Sukisa ; plusieurs pertes en biens matériels sont observées dans les domiciles victimes de l'érosion qu'a causée cette pluie. Celle-ci a désagrégé le sol, occasionnant l'effondrement de certains domiciles, suite aux travaux que mène la société Razel dans le cadre du projet de Développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap). Les populations victimes de cette pluie ont passé la nuit à la belle étoile et, depuis ce matin, ils sont à l'oeuvre pour trouver un petit coin où poser la tête.

« Depuis trois heures nous sommes debout, nous ne savons même pas où passer la nuit. J'ai presque perdu tous mes biens : la télévision est cassée, les objets de la maison comme les ustensiles de cuisine, la tablette, les chaises et certains habits ont été emportés. S'il n'y avait pas coupure d'électricité, les dégâts seraient

énormes », s'est plaint Milan-dou Auguste, un sinistré.

Moumpala David, propriétaire d'une des parcelles détruites lors de cette pluie n'est pas resté sans mot, face à cette situation. « Je suis déjà un vieux retraité, ces travaux je les ai réalisés quand j'étais encore en fonction, cela m'a coûté une grande fortune. Je suis vraiment abattu de voir tous les efforts de ma jeunesse partir dans l'eau, cela à cause des agents de la société Razel qui ne font pas bien leurs travaux. Les autorités publiques doivent nous dédommager », a-t-il déploré.

Avec la construction de ces voies par la société Razel laissant certaines parties inachevées, la population s'attend au pire. Un peu partout dans le quartier, c'est la dévastation. En dehors de l'effondrement des domiciles, certaines personnes sont victimes d'inondations. Une grande partie des gens dudit quartier vivant à proximité de la Tsiémé ont vu leurs maisons s'inonder,



Des maisons effondrées/Adiac

les conduisant ainsi à trouver refuge chez les voisins.

« Depuis qu'il pleut, c'est pour une première fois que je vois de l'eau nous envahir de la sorte. L'eau est entrée jusque dans la maison et nous sommes obligés de

mettre les choses au-dessus des autres. Nous lançons un appel au gouvernement pour qu'il résolve ce problème de la Tsième comme il avait fait de madoukou », a déploré Sita Georgette, victime de l'inondation.

A la lumière de tous ces sinistres, le gouvernement est appelé à agir le plus vite possible afin d'empêcher qu'une prochaine pluie aggrave la situation.

Gloria Imelda Lossele

VIE SYNDICALE

Les finalistes des écoles de formation réclament leur intégration à la Fonction publique

La Coordination des diplômés des écoles professionnelles de l'enseignement a annoncé le 6 février, dans une déclaration, l'observation d'une grève générale au cas où leurs doléances ne sont pas prises en compte par les autorités compétentes.

Les enseignants finalistes expliquent que le non-respect de leurs exigences les contraindra à un mouvement de sit-in devant certaines administrations, suivi d'une grève générale sur l'ensemble du territoire national. Ces enseignants sortis des écoles de formation ont été déployés dans tous les départements du pays par le gouvernement afin de relever le système éducatif. Mais ils ont manifesté leur mécontentement à l'issue des travaux de l'assemblée générale extraordinaire. Les doléances formulées s'articulent sur le retard de traitement des textes d'intégration, le non-paiement de la bourse promise par le gouvernement et bien d'autres.

Ils sollicitent du gouvernement leur intégration à la Fonction publique, la notification et la publication des



Les enseignants finalistes des écoles de formation (Adiac)

quotas 2020 et 2021 avant la fin de ce mois. Ils dénoncent également le retard de la publication des textes d'intégration du quota spécial campagne 2019 au journal officiel.

De même, le respect strict du protocole d'accord signé le 27 septembre 2018 avec le gouvernement, la mise en place du guichet unique pour

rendre opérationnel et rapide le traitement des quotas 2020 et 2021 et le paiement des quatre mois de bourse des mois d'octobre 2020 à janvier de l'année en cours. Parmi les revendications figurent aussi l'affectation de tous les finalistes non enrôlés avant la rentrée scolaire 2021-2022 ainsi que le montage des textes d'intégration

collectifs pour les besoins de diligence dans le cadre des campagnes 2020 et 2021.

L'assemblée générale extraordinaire a été dirigée par le co-président de la coordination des diplômés des écoles professionnelles de l'enseignement, Herman Nzaba-Nguila, président de la promotion 2014, à l'école normale supérieure.

Les points inscrits à l'ordre du jour ont été : la situation des non-affectés, la communication sur les quotas 2020-2021, le bilan du quota 2019, etc.

En rappel, la Coordination des diplômés des écoles professionnelles de l'enseignement est une plateforme des finalistes regroupant des quatre écoles de formations dont l'Ecole normale des instituteurs, l'Ecole nationale des beaux-arts, l'Ecole normale supérieure. Elle est co-dirigée par les présidents de chaque promotion de ces écoles.

L'assemblée générale extraordinaire a été marquée de témoignage sur le processus d'intégration des anciennes promotions ainsi que la présentation des bureaux des nouvelles promotions et des zones de Brazzaville.

Lydie Gisèle Oka

SANTÉ PUBLIQUE

Les cent jours de Denis Bernard Raiche à la tête du CHU-B

Le travail fait par le Canadien depuis son installation au poste de directeur général du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B), le 28 septembre 2020, s'avère appréciable en dépit de nombreux défis qui restent à relever.

« Au niveau du CHU-B, on est en train d'aménager les services des urgences; des consultations externes même si techniquement il y a encore beaucoup à faire », déclarait le directeur général des soins et services de santé, le Pr Henri Monabeka, à l'issue de la 7^e réunion du comité de suivi et évaluation de l'exécution du partenariat entre le CHU-B et l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal au Canada.

Quelques réalisations

En dehors des travaux d'aménagement en cours des services des urgences et des consultations externes, le CHU-B vient d'acquiescer un équipement pour réaliser des opérations chirurgicales par voie téléscopique afin de limiter les cicatrices, réduire les douleurs post-opératoires, les risques d'infections et la durée d'hospitalisation. Effectué le 2 février dernier, le premier essai dudit équipement a été un succès.

Le pavillon de prise en charge de la Covid-19 et d'autres épidémies a été équipé en lits électriques, respirateurs, aspirateurs, défibrillateurs, gazomètres et autres appareils de haute technologie pour la gestion d'un malade en urgence. En matière de ressources humaines des formations ont été organisées et des tests de sélection en vue de disposer d'un personnel



qualifié. Sur le plan administratif, la révision des textes est engagée pour l'établissement d'un nouvel organigramme. « Le nouvel organigramme est un outil de gestion qui vise à améliorer les

liens fonctionnels au sein de la structure », estime le Dr Denis Bernard Raiche.

Encore des défis

Visiblement, les défis à relever

Le Dr Denis Bertrand Raiche, DG du CHU-B au CHU-B sont plus nombreux que les réalisations car il n'est pas possible de tout changer en cent jours. Pour atteindre d'autres objectifs fixés, la structure hospitalière a bénéficié d'un crédit

de douze milliards de FCFA de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale. Avec ces fonds, le directeur général s'est fixé comme objectifs de revoir l'entiereté du système électrique. « Cela permettra d'assurer la continuité des soins à la population dans les services vitaux comme la réanimation, le bloc opératoire, les soins intensifs, la néonatalogie... », a fait savoir le directeur général du CHU-B, lors d'une conférence de presse à Brazzaville. L'uniformité d'approvisionnement en électricité sur l'ensemble des services contribuera également à la protection des équipements car les coupures intempestives peuvent gâcher l'investissement.

D'ici à juin 2021, le CHU-B souhaite acquiescer des équipements aux fins d'améliorer la qualité des soins et permettre au personnel de ne rien manquer pour atteindre cet objectif. L'ensemble de la toiture des bâtiments est à revoir, le circuit de prise en charge des malades de la réception à l'orientation au service sollicité mérite d'être amélioré... Les défis à relever pour le temps qui reste sont nombreux. La population, quant à elle, attend les retombées de la nouvelle gouvernance du CHU-B en termes d'offre des soins de qualité à moindre coût.

Rominique Makaya

« ...Permettre d'assurer la continuité des soins à la population dans les services vitaux comme la réanimation, le bloc opératoire, les soins intensifs, la néonatalogie... »

FORMATION QUALIFIANTE

70 étudiants certifiés pour l'emploi

Le directeur départemental de la formation qualifiante au ministère de l'Enseignement technique et professionnel, Fabrice Ngaboka Morossa, a procédé le 6 février à la remise des certificats de fin de formation à soixante-dix apprenants du Centre d'application aux métiers d'informatiques (CAMI).

Les attestés ont été certifiés dans différentes filières, notamment en : infographie ; assistance de direction et administration ; logistique et transport ; secrétariat administratif ; maintenance des ordinateurs et appareils électroniques ; sécurité réseau et informatique. Chaque promotion a passé six mois. A l'issue de cette formation, les certifiés pourront dorénavant subir une formation modulaire et être prêts à l'emploi.

Pour le coordonnateur du CAMI, Arsène Vembe Moukouma, ces certifications concernaient tous ceux qui sont en formation qualifiante, qui ont le certificat de qualification professionnelle (CQP) octroyé par le ministère de l'Enseignement technique et professionnel. Il s'agit de trois promotions, 2018- 2019 et 2020.

Le coordonnateur du CAMI, s'est tout de même plaint



Les attestés posant à l'issue de la cérémonie de remise des certificats. (crédit photo/DR)

du fait que ces apprenants souffrent de l'épineux problème des stages après leur formation. Le Fonea qui a pour missions la promotion de l'employabilité et de l'apprentissage par des formations qualifiantes et l'auto-entrepreneuriat doit faire des efforts pour faciliter des stages aux certifiés surtout au niveau des sociétés privées.

Patronnant la cérémonie, le

directeur départemental de la formation qualifiante et de l'emploi, Fabrice Ngaboka Morossa, a indiqué qu'il s'agit d'un processus qui les unit tous, parce que le CAMI est un centre agréé par le ministère. « Nous, en tant qu'administration départementale, avons la mission d'accompagner CAMI dans la mise en œuvre de son activité. Et cette cérémonie est pour nous une occasion de

promouvoir la formation qualifiante afin que les lendemains soient meilleurs », a déclaré le directeur départemental.

S'agissant du placement des apprenants en stages et dans l'orientation vers l'insertion professionnelle, le directeur départemental de la formation qualifiante et de l'emploi, a promis de voir ce problème avec le Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'ap-

prentissage (Fonea) qui est l'organe technique du ministère qui se charge des questions d'emplois. « Nous, en tant que direction départementale de la formation qualifiante et de l'emploi, avons aussi notre part à jouer. Effectivement nous accompagnons les centres de formation dans ce sens. Cela fait partie de nos attributions, certes les attributions sans les moyens ne sont rien. Nous continuons à lutter pour avoir les moyens afin de rendre effectives ces missions qui nous sont dévolues par l'État », a-t-il déclaré.

Rappelons que le Fonea a été créé par la loi N° 8-2019 du 9 avril 2019 portant création du Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage, suite à l'éclatement de l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre (Onemo).

Bruno Okokana

COVID-19

À Wuhan, les experts de l'OMS privilégient la piste de l'hôte «intermédiaire»

Les experts de l'OMS en visite à Wuhan ont jugé mardi comme la plus probable la piste d'une transmission du coronavirus par un animal intermédiaire, au terme de leur mission dans cette ville de Chine frappée en premier par l'épidémie.

Plus d'un an après la découverte des premiers cas de contamination dans cette métropole de 11 millions d'habitants, ils ont balayé l'hypothèse d'une fuite d'un laboratoire, sans écarter celle d'une transmission par les produits surgelés - privilégiée par Pékin. La théorie la plus probable pour expliquer l'origine de l'épidémie reste celle de la contamination de l'être humain par un animal «intermédiaire», a déclaré le chef de la mission de l'Organisation mondiale de la santé

(OMS), Peter Ben Embarek, lors d'une conférence de presse. Cet animal n'a toutefois «pas encore été identifié», a indiqué Liang Wannian, le chef de l'équipe de scientifiques chinois.

L'hypothèse de la fuite d'un laboratoire, soulevée par l'administration de l'ancien président américain, Donald Trump, est en revanche «hautement improbable», a déclaré Peter Ben Embarek. Washington avait accusé l'Institut de virologie de Wuhan, qui mène des recherches sur des

pathogènes très dangereux, d'avoir laissé s'échapper le coronavirus, volontairement ou non.

Prenant le contre-pied de commentaires initiaux de l'OMS, M. Ben Embarek a également évoqué «la possibilité» d'une transmission du coronavirus «via le commerce des produits surgelés». «Il serait intéressant d'examiner si un animal sauvage congelé qui a été infecté a pu être un vecteur potentiel», s'est-il interrogé. La Chine a fait état ces der-

niers mois de nombreux échantillons «positifs» au coronavirus sur des produits alimentaires importés de l'étranger. L'hypothèse d'une contamination par la chaîne du froid est souvent évoquée par les médias chinois, car elle tend à accréditer la thèse d'une importation du virus.

Quant au marché Huanan de Wuhan, premier foyer connu de Covid-19 où étaient vendus des produits frais habituels mais aussi des animaux sauvages vivants, «son rôle exact» dans la propagation

du virus «reste inconnu», a concédé M. Ben Embarek. La présence de lapins, furets et rats des bambous sur le lieu de vente en font toutefois des suspects potentiels, a noté Marion Koopmans, une autre membre de la délégation de l'OMS.

C'est à Wuhan qu'ont été rapportés les premiers cas de Covid-19 en décembre 2019. Aucune preuve faisant état de malades dans la ville avant cette date n'a été trouvée, a indiqué Peter Ben Embarek.

D'après AFP

GOUVERNEMENTS LOCAUX D'AFRIQUE

Les délégués vont contribuer aux agendas 2030 de l'ONU et 2063 de l'UA

La ville de Kisumu, au Kenya, va abriter du 26 au 30 avril 2022 la neuvième édition du sommet de l'organisation panafricaine des cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (Cglu- Afrique). Au cours de cette rencontre, les bases d'une réflexion sur le rôle des villes intermédiaires seront posées, dans la mise en œuvre des agendas 2030 des Nations unies (ONU) et 2063 de l'Union africaine (UA).

Initialement prévue du 16 au 20 novembre 2021 à Kisumu, au Kenya, la rencontre est désormais fixée du 26 au 30 avril 2022, dans la même ville. Selon un communiqué de cette organisation, le gouvernement kenyan a sollicité le report dudit sommet à cause de la pandémie de Covid-19 qui sévit dans le pays au même titre que dans les autres nations du monde.

Le thème retenu est : « Le rôle des villes intermédiaires d'Afrique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ».

Cette rencontre offre une plateforme unique de dialogue sur le rôle des collectivités territoriales pour le développement et l'unité de l'Afrique, et sur la place de la décentralisation dans l'amélioration de la gouvernance des affaires publiques en Afrique.

Kisumu est la première ville intermédiaire à accueillir le sommet Africités dont le précédent avait été tenu à Marrakech (Maroc), en novembre 2018, regroupant 8300 participants, venus de soixante-dix-neuf pays, dont 52 du continent africain.

Le sommet Africités réunit, tous les trois ans, les ministres; les maires et leaders des collectivités territoriales; les représentants de la société civile, du secteur privé, des milieux académiques et de la recherche; les institutions financières nationale, régionale et internationale; les partenaires au développement et d'autres personnalités.

En République du Congo, Evariste Miakakarila, a été désigné comme consultant de l'association des maires du Congo auprès des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique, à l'issue de l'assemblée générale des maires du Congo.

Fortuné Ibara

Des dirigeants étrangers reconnaissants de l'aide vaccinale de la Chine

Les dirigeants du Pakistan, de la Guinée équatoriale et de la Serbie ont donné une évaluation positive de l'aide vaccinale chinoise et exprimé leurs plus profonds remerciements au gouvernement chinois, alors que des livraisons de vaccins chinois sont récemment arrivées dans de nombreux pays.

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a participé à la cérémonie de lancement de la campagne de vaccination contre le Covid-19 dans son pays avec des vaccins donnés par la Chine, assistant à l'administration de la première dose de vaccin à un professionnel de santé de première ligne.

M. Khan a adressé ses plus sincères remerciements à la Chine pour avoir fourni une assistance vaccinale au Pakistan, affirmant que le gouvernement chinois avait pris en main les préoccupations du Pakistan comme si c'était les siennes et que l'équipe chinoise avait agi avec rapidité et efficacité.

Le Premier ministre de Guinée équatoriale, Francisco Pascual Obama Asue, a déclaré que la livraison opportune par la Chine de «précieux» vaccins à un moment critique de la lutte équato-guinéenne contre le Covid-19 avait illustré la profonde amitié entre les deux pays.

CHINE

Début de l'envoi de vaccins chinois aux pays africains

L'aide en matière de vaccins contre le Covid-19 fournie par la Chine à la Guinée équatoriale a été expédiée mardi et devrait arriver dans la capitale Malabo le matin du 10 février (heure locale), a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Wang Wenbin.

Il s'agit du premier lot de vaccins fourni par le gouvernement chinois aux pays africains, a déclaré le porte-parole lors d'une conférence de presse, ajoutant qu'il

Le président serbe Aleksandar Vucic a exprimé toute sa gratitude au président chinois Xi Jinping et à la partie chinoise pour l'aide considérable apportée à la Serbie.

Le Premier ministre cambodgien Hun Sen a indiqué pour sa part que le gouvernement et le peuple cambodgiens remercient sincèrement le gouvernement, l'armée et le peuple chinois pour avoir

«Un bon ami vous vient en aide quand vous en avez besoin»,

fourni au Cambodge une aide vaccinale.

Relevant le fait qu'«un bon ami vous vient en aide quand vous en avez besoin», il a souligné que ce don de vaccins constituait une nouvelle preuve de la solide amitié et l'étroite coopération entre les deux pays et leurs peuples.

Le président péruvien Francisco Sagasti a remercié le gouvernement chinois pour le soutien qu'il a apporté à son pays ainsi que les entreprises chinoises pour leur bonne volonté au cours du processus de négociation. Le chef d'Etat fera lui-même partie des premières personnes à se faire inoculer une dose de vaccin chinois au Pérou.

Phankham Viphavanh, un membre du Bureau politique du Comité central du Parti révolutionnaire populaire lao, a adressé ses sincères remerciements à la Chine pour avoir apporté son assistance vaccinale à un moment crucial de la lutte du Laos contre le Covid-19, ce qui a une nouvelle fois démontré le soutien mutuel du parti, du gouvernement et du peuple chinois au Laos.

Les vaccins chinois sont sûrs et fiables, a-t-il poursuivi, ajoutant que le peuple laotien était rassuré et estimait que cette aide lui apporterait de réels bénéfices.

s'agit d'une étape importante et concrète puisque la Chine honore sa promesse de faire des vaccins des biens publics mondiaux.

Notant que la Chine et la Guinée équatoriale sont des partenaires et des frères sincères et fiables, M. Wang a déclaré que face à la pandémie de Covid-19, les deux pays se sont maintenus mutuellement.

«La Chine a fourni une aide en matière de vaccins à la Guinée équatoriale le plus tôt possible pour l'aider à surmonter la pandémie dès que possible, démon-

trant une fois de plus la profonde amitié entre les peuples des deux pays et les peuples de la Chine et d'Afrique», a noté le porte-parole.

La Chine continuera d'honorer sa promesse par des actions concrètes, de travailler avec les pays africains, dont la Guinée équatoriale, pour mettre en œuvre la coopération en matière de vaccins de différentes manières, et de fournir un soutien au mieux de ses capacités en fonction des besoins des pays africains, a-t-il ajouté.

Xinhua

FRANCE/UMOA

Le Sénat approuve l'accord de coopération monétaire

Après l'Assemblée nationale le 10 novembre 2020, c'est le Sénat français qui a approuvé l'accord de coopération monétaire entre la France et l'Umoa, une réforme cruciale.

C'est à une large majorité que le Sénat français a adopté un projet de loi d'approbation de l'accord de coopération entre la France et l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Sénégal, Niger, Togo), entérinant le vote de l'Assemblée nationale du 10 novembre 2020 en faveur de ce texte. Le Parlement français approuve une réforme cruciale, initiée par l'accord de coopération monétaire en décembre 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire). C'est le chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian, qui a présenté aux sénateurs la réforme. Celle-ci s'inscrit dans le cadre du nouveau partenariat avec l'Afrique dont le président Emmanuel Macron a jeté les bases dans son discours à l'université de Ouagadougou (Burkina Faso) en novembre 2017. Jean-Yves Le Drian a déclaré : « *Il s'agit d'une réforme historique,*

qui vise à mettre en place un cadre de coopération monétaire modernisé et renouvelé entre la France et les huit pays de l'Umoa ».

Les évolutions prévues par la réforme

Le chef de la diplomatie a décliné les principales évolutions prévues par la réforme : Le changement du nom de la devise : les autorités de l'UEMOA ont indiqué leur souhait de passer du « franc CFA » à l'« ECO ». Si le passage à l'« ECO » fiduciaire ne sera pas immédiat, il s'agit d'un changement symbolique majeur, qui est par ailleurs du seul ressort des Etats de l'UEMOA ; La suppression de l'obligation de centralisation des réserves de change de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur le compte d'opérations du Trésor français, déjà effective ; Le retrait de la France des

instances de gouvernance de la Zone, également mis en œuvre par anticipation.

Ce nouvel accord de coopération se substitue à celui de 1973. Il définit le fonctionnement du franc CFA de l'Afrique de l'Ouest, monnaie commune des huit États membres de l'Umoa.

Un régime de change inchangé

Dans le cadre du nouvel accord, les fondamentaux de la coopération monétaire entre la France et l'Umoa sont conservés (garantie de convertibilité, parité fixe à l'euro), les deux paramètres essentiels à la stabilité macroéconomique de l'Uma, ainsi que la devise de l'Union. D'autres règles ont été modifiées et modernisées, dans le sens d'une plus grande liberté pour les États membres de l'Umoa, la France ne jouant plus qu'un strict rôle de garant financier. La Direction

générale du Trésor français, qui avait négocié l'accord de coopération monétaire avec la région-Umoa de décembre 2019, a depuis négocié et conclu avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bcéao) les textes d'application de l'accord, et notamment la convention de garantie entre la Bcéao et Bercy, signée en décembre 2020.

Les principes de fonctionnement de la zone franc

Les principes de fonctionnement de la Zone franc sont encadrés par des accords et conventions. La coopération entre la France et l'Umoa, la Cémac et l'Union des Comores se traduit par l'existence de textes juridiques différents, propres à chacune des zones. Ils prennent la forme d'accords de coopération monétaire, complétés par des conventions. Pour l'Umoa, l'accord de coopération a été signé le 4 décembre 1973 puis

complété par une convention de compte d'opérations, également signée au mois de décembre 1973. Cette dernière a été modifiée par deux avenants, en 2005 et en 2014. La signature de ces accords montre qu'il s'agit d'un choix délibéré d'États souverains, associés, pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, dans des unions économiques et monétaires.

Le préambule de l'accord de coopération de 1973 souligne ainsi la « *résolution des États de l'Afrique de l'Ouest [...] à demeurer en union monétaire ayant un institut d'émission commun* ». Les accords de coopération précisent en outre que chaque État est libre de se retirer de l'accord. Le Mali s'est retiré de la Zone franc en 1962 avant de revenir en 1984. La Mauritanie a quitté l'Umoa en 1973, quittant de facto la monnaie commune.

Noël Ndong

MENACES D'AL-QAÏDA DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Les experts appellent à une action concertée des Etats

En perte de vitesse au Sahel, l'organisation terroriste cherche à étendre son action dans le Golfe de Guinée qui comprend, entre autres, le Bénin, le Togo, le Cameroun, le Gabon, les deux Congo et l'Angola. Informés par le renseignement français, selon lequel, les insurgés développent actuellement un « projet d'expansion » vers la région, les experts en sécurité en appellent à l'action conjuguée des dirigeants.

Les pays concernés sont plus ou moins en alerte et assurent une vigilance permanente pour faire face à quelque menace que ce soit. « *Nous constatons tout simplement qu'il y a une annonce qui vient enfoncer une porte déjà ouverte : nous étions suffisamment alertés depuis plusieurs années sur la menace terroriste que subit notre sous-région* », relève Sidi Touré, ministre ivoirien de la Communication. « *Depuis des années, des dispositions ont été prises pour faire face à quelque menace que ce soit (...) dans une coopération bien intelligente entre les services nationaux et internationaux* », indique-t-il. Du côté des experts de la région, certaines propositions sont faites ouvertement, appelant les chefs d'Etat et leur

gouvernement à tout mettre en œuvre pour contrer la menace d'Al-Qaïda ou de toute organisation terroriste. Pour Arthur Banga, chercheur ivoirien en histoire des stratégies militaires, la lutte contre le terrorisme devrait être une « *réponse humaine et sociale qui doit associer les forces vives de la nation, les organisations de*

du terrorisme : « *La lutte contre la radicalisation, la lutte contre la pauvreté, une décentralisation plus accrue, ce sont les solutions qui contribuent à limiter l'influence des groupes terroristes* ».

Les terroristes disséminés dans les pays cibles

Alors que certains pays dont

ritaire, vous vous trompez dans votre réponse », souligne Arthur Banga.

Dans le même ordre d'idées, Emmanuel Odilon Koukoubou, expert béninois en sécurité et défense pense que si les Etats de la région consolident leurs actions militaires, ils doivent aussi « *relever le niveau de vie des populations, faire des zones fron-*

Selon Bernard Emié, le patron du renseignement extérieur français, une réunion rassemblant les plus hauts responsables locaux de la centrale djihadiste s'était tenue dans le centre du Mali en février 2020. La rencontre avait pour but de préparer des opérations de « grande ampleur sur les bases militaires », affirme le chef de la direction générale de la sécurité extérieure.

« *C'est là que les chefs d'Al-Qaïda au Sahel ont conçu leur projet d'expansion vers les pays du Golfe de Guinée* », précise-t-il, ajoutant que les pays de la région sont désormais des cibles du groupe terroriste qui finance des hommes disséminés en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Nigeria, au Niger et au Tchad.

Nestor N'Gampoula

« Il faut travailler à une meilleure coopération régionale entre les différents Etats de la zone »

la société civile, les leaders communautaires, qui doit identifier les faiblesses sur lesquelles les groupes terroristes peuvent se fixer pour endoctriner des jeunes ». L'expert propose également quelques pistes pour résoudre la problématique

la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui avaient déjà été victimes des attaques terroristes ont renforcé leurs dispositifs de sécurité, des experts avertissent que la réponse militaire ne suffit pas pour vaincre cette nouvelle menace. « *Si vous répondez par le tout sécu-*

talières avec les pays du Sahel de véritables espaces de développement durable » pour mieux faire face à la menace djihadiste. « *Il faut travailler à une meilleure coopération régionale entre les différents Etats de la zone* », insiste-t-il.

VIENT DE PARAÎTRE

Osons le développement ! L'Afrique face à elle-même ... de Marc Alain Mantot

Paru aux éditions SO'ED., cet essai de quatre-vingts pages est une plongée dans les problématiques prégnantes de l'Afrique d'aujourd'hui. Il dresse un tableau des principaux points d'alerte qui nécessitent une prise de conscience urgente.

De nombreuses pistes sont proposées dans ce premier jet d'encre de Marc Alain Mantot. L'auteur en appelle notamment à la démocratie comme impératif pour garantir la stabilité des États et pour influencer sur l'attractivité en matière d'investissements étrangers. Une autre piste explorée est l'action des diasporas africaines. Marc Alain Mantot aborde l'intérêt pour les diasporas d'induire un codéveloppement avec les Africains sur le continent. Le partage d'expérience, de technologie ainsi que l'élaboration d'un leadership propre aux réalités africaines sont les pistes qu'il préconise pour enfin « Oser le développement. »

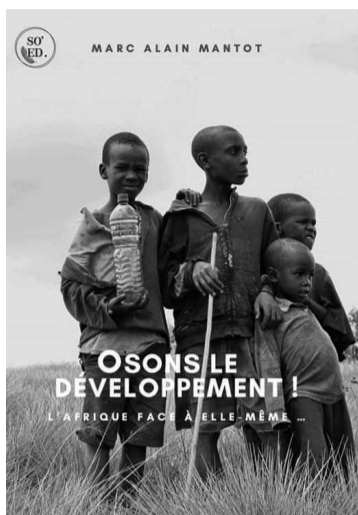
Des sous titres comme : Le développement ; L'intérêt d'un développement inclusif ; L'urgence d'agir ; Oser se développer ; La démocratie ; Un continent en proie à de grandes opportunités ; Oser saisir ; Un progrès indéniable ; Une ère de TIC prometteuse ; La valorisation et la rétention de nos ressources humaines ; L'impératif développement ; Un nouveau leadership ; Oser ; constituent l'ossature de cet essai.

Dans sa préface, Sadio Morrel-Kante, journaliste analyste po-

litique, souligne que certaines personnalités de l'Afrique du centre et de l'ouest telles que Nkrumah, Lumumba ou Modibo Keita ont bercé l'enfance et la jeunesse de plusieurs pays. « *Comme beaucoup d'entre nous, Marc Alain Mantot a pensé que nos dirigeants actuels concrétiseraient le développement et le développement inclusif par patriotisme tel que rêvé par les pères de ce qu'on appelle encore les indépendances. Hélas ! Certains secteurs d'activité économique ont même disparu pour ne pas être remplacés, ce n'est peut-être pas encore le pire* », indique-t-elle.

Voilà pourquoi le chapitre Urgence d'agir est ce qui peut être appelé l'épicentre de ce livre... Dans le chaos mentionne la préface, il est possible d'oser le développement dans l'Afrique entière sur les traces de Soundjata Keita pour la charte du Mandé (sorte de constitution au 13^e siècle) et de Kankou Moussa pour le développement économique, insiste le jeune essayiste.

Le 21^e siècle sera incontestablement marqué par une mondialisation prononcée, résultante d'un monde de plus en plus connecté,



écrit Marc Alain Mantot dans son introduction. Les peuples, les sociétés, les cultures et même les habitudes quotidiennes se partagent chaque jour, instantanément, avec la force de l'internet et de plus en plus avec les réseaux sociaux. Le monde est véritablement, chaque jour, en train de devenir un village planétaire, libre et improvisé. Pour Marc Alain Mantot, l'année 2020, avec la pandémie de Covid-19, a révélé combien les ensembles et les structures économiques, même a priori les plus stables, peuvent être ébranlés. C'est très révélateur et encourageant pour les pays du Sud,

c'est autant important pour comprendre que rien n'est infaillible et que toutes œuvres humaines aussi avancées soient-elles se confrontent à la limite de la production intellectuelle. Il est donc important de se lancer dans la course et ne rester en marge sous aucun prétexte.

L'Afrique aujourd'hui est suffisamment installée dans le concert des nations

Pour ne plus se regarder comme le maillon faible, il faut travailler et développer un leadership pertinent conformément à ce que l'on ambitionne. Ce 21^e siècle est aussi un siècle d'éveil des consciences africaines, c'est le siècle d'après celui de l'affranchissement. Des esprits libres aspirent à tellement de choses, le rêve est permis et les ambitions fusent de partout... « *Par ailleurs prendre la France ou l'Occident comme bouc émissaire pour justifier la contre-performance de l'Afrique est une erreur; cela est certainement dû au manque de courage nécessaire pour assumer nos limites et manquements* », écrit l'auteur.

Pour le jeune essayiste, beaucoup

de choses ont été faites depuis les indépendances, mais il y a encore tellement de choses à faire. Le génie est tenu par le témoin de la créativité qui doit se transmettre sans ambiguïté pour espérer aller plus loin et plus vite. « *Nous devons conjuguer nos intelligences pour réussir à développer des réflexions pertinentes, qui à leur tour permettront d'élaborer des stratégies efficaces, propices à un leadership à la hauteur des configurations mondiales, ainsi qu'une gouvernance saine et performante pour atteindre le développement escompté.* »

Marc Alain Mantot, titulaire d'un master en sciences de gestion, est un cadre du secteur privé qui évolue désormais en tant que consultant en « Business development ». Enseignant en management des organisations, il est aussi acteur politique en République du Congo. Il est le fondateur de l'association « Kimia », qui œuvre pour favoriser un pont entre les diasporas africaines de France et le continent ; mais aussi pour mobiliser plus d'engagements au profit de l'Afrique.

Bruno Okokana

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
LE COURRIER DE KINSHASA

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

+336 11 40 40 56
info@adiac.tv
84, boulevard Denis-Sauvageo-N'Goussou
Brazzaville - République du Congo

DIASPORA

African Valley relaie les opportunités d'affaires du Sénégal par visioconférence

Après le Nigeria, African Valley, à l'initiative du Congolais Dimitri M'Foumou-Titi, dans le cadre de « Continental Working », propose sa deuxième édition du « Connecting Days » avec le Sénégal.

A en croire les organisateurs, en respectant scrupuleusement les mesures barrières face à l'épidémie de coronavirus mais sans changer la donne, African Valley projette de mettre à exécution son planning : « Un jour par mois, un pays à l'honneur autour de quatre temps forts ».

C'est le jeudi 18 février, de 9h30 à 16h30, que se tiendra le prochain rendez-vous de « Connecting Days » en « Full digital gratuit ». Il mettra un coup de projecteur sur le Sénégal, en appui du thème identique à celui du Nigeria : « Les opportunités d'investissement, – risques – enjeux – perspectives dans un continent d'avenir ! ».

Tenu en tout virtuel en visioconférence et prévu pour durer 4 heures, le rassemblement de professionnels montrera les intérêts et les affinités autour du Sénégal en vantant la politique pro-entreprise pour ce pays. En parallèle, Connecting days offrira durant 2 h des rencontres d'affaires pour élargir le réseautage

entre les sessions de stands virtuels et « le speednetworking ».

L'offre sera celle d'une opportunité distinctive pour les sponsors, exposants virtuels, panélistes et partenaires, afin d'élargir leur réseau, d'identifier des opportunités d'affaires

et de disposer d'informations à haute valeur ajoutée en système de rendez-vous innovants pour permettre à tout un chacun de repartir avec des contacts établis.

La rencontre sera suivie de préconisations auprès

Visuel Connecting Day Sénégal le 18 février 2021

des institutions sénégalaises.

Le premier panel présentera la situation économique du Sénégal avec les facilités d'installation et les rencontres d'affaires. Le deuxième mettra l'accent sur les opportunités dans l'agriculture et les

industries de transformation. Le troisième évoquera les opportunités dans le digital-numérique et l'automatisation. Enfin, le quatrième abordera le cadre des financements et les solutions pour s'implanter au Sénégal.

Parmi les panélistes ayant confirmé leur présence : Rokhaya Daba Fall, CEO Governing African Development (GAD); Dr Mamadou Deme, Sénégal Diaspora et Développement Solidaire ; Ibrahima Saar, directeur général Multi-Industries ADS Group ; El Hadj Aly Sow, fondateur et CEO ABC Consulting African ; Nabou Fall, Conseil marketing & Stratégie Digital ; Aziz Senni, directeur de Cmontaxi et, Pierre de Gaëtan Njikam, directeur de Fonds Pierre Castel. Ce dernier a salué cette rencontre en estimant que « les diasporas africaines et l'Afrique doivent reprendre l'initiative historique de leur devenir ».

Pour les prochaines étapes, le Rwanda, le Maroc, le Ghana et l'Éthiopie sont prévus.

Marie Alfred Ngoma

PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

L'Afrique ne compte que 96 sites naturels et culturels

Avec moins de 100 sites naturels et culturels, l'Afrique est le continent le moins représenté sur la liste de référence de l'Unesco qui compte plus de 1100 références à travers le monde.

Le sultanat d'Oman vient de signer un accord avec l'Unesco. Il vise à soutenir la promotion de sites dans cinq pays d'Afrique, pour leur offrir plus de chances d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Le sultanat d'Oman va déboursier 500 mille euros pour aider les pays d'Afrique de l'Est à placer leurs sites naturels et culturels en « position favorable ». Avec trente-quatre biens matériels, cette région du continent africain figure très peu sur la liste du patrimoine mondial. C'est le cas de la Somalie. Elle n'a aucun site de référence à ce jour.

Largement sous-représentée sur le patrimoine mondial de l'Unesco, l'Afrique ne compte que 96 sites naturels et culturels, soit moins de 9% de l'ensemble des sites, contre 48% en Europe et Amérique du nord-américain

et 24% en Asie-Pacifique. Des pays comme le Rwanda, le Burundi ou la Sierra Leone, par exemple, n'ont aucun bien matériel répertorié par l'Unesco. L'inscription d'un site sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco, répond à des critères précis. Le premier est que le pays concerné doit faire la demande auprès d'un comité d'experts, qui décide, par vote.

Une douzaine de sites naturels africains en péril

En reconnaissant la valeur universelle exceptionnelle d'un site, l'Unesco s'engage à le préserver et à trouver des solutions pour le protéger. Une vingtaine de biens matériels africains sont menacés pour des raisons de sécurité, de mauvaise gestion ou de braconnage. Il s'agit essentiellement de sites naturels. C'est le cas des parcs

nationaux en RD Congo, au Kenya ou la réserve naturelle intégrale du mont Nimba, en Côte d'Ivoire et en Guinée.

Outre le patrimoine mondial de l'humanité, avec plus de 1100 sites à travers le monde, l'Unesco répertorie également le Patrimoine culturel immatériel ou patrimoine vivant. Il est issu de la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel adoptée par l'Unesco en 2003. C'est la source principale de notre diversité culturelle. C'est aussi le cas du couscous du Maghreb, du Timkat, de la fête de l'Épiphanie, en Éthiopie ou chants polyphoniques des pygmées Aka de Centrafrique. Il s'agit-là de nos pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire. Ainsi que de nos instruments, objets, artefacts sont des espaces culturels.

Noël Ndong

GENÈVE

Le Salon du livre 2021 annulé

Le Salon du livre de Genève, qui devait se tenir à Palexpo du 28 avril au 2 mai 2021, n'aura finalement pas lieu du fait de la situation sanitaire.



Le salon du livre de Genève devait reprendre ses quartiers à Palexpo au printemps ; c'était sans compter l'état de la situation sanitaire toujours très préoccupante.

Alors que l'assouplissement des mesures anti-Covid ne paraît pas envisageable avant les mois de mars-avril, Palexpo a décidé d'annuler l'édition d'avril. De nouvelles collaborations et options sont à l'étude, ont indiqué les organisateurs par communiqué de presse.

Face à la rareté des scènes africaines en Europe, les auteurs africains et les éditeurs, spécialement ceux qui habitent sur le continent, effectuent le déplacement à Genève grâce à la co-programmation conjointe de l'écrivaine suisse Pascale Kramer et du Congolais Boniface Mongo Mboussa, également membre du jury du prix Ahmadou-Kourouma décerné annuellement lors du Salon du livre.

M.A.N.

Football : Transferts

Delvin Ndinga de retour en Grèce

Delvin Ndinga, 32 ans, va finir la

prend du service. Le milieu relayeur de 32 ans s'est engagé pour 6 mois, avec une option sur une

le 6e, l'équipe basée à Agrinio semble condamnée à disputer les play-down.

Traianos Dellas, l'entraîneur, comptera sur l'expérience de l'ancien joueur de l'Olympiakos (2014-2015) pour participer au maintien en première division. Onze mois après son dernier match officiel, le 16 mars 2020 avec Antalyaspor, et six ans après sa dernière apparition en Grèce (victoire en finale de la Coupe le 25 mai 2015 avec l'Olympiakos), il pourrait rejouer dès dimanche prochain sur le terrain de l'Aris Salonique.

Pas encore qualifié ce lundi soir lors de la défaite face à Giannina, Ndinga se dit à 80% de ses moyens physiques. Avant de signer son contrat, il s'entraînait avec la réserve de l'AJ Auxerre, ville où il a conservé des attaches.

Delarge en seconde division turque

Sans club depuis son départ de Boluspor en mars 2020, Dzon Delarge s'est engagé mi-janvier en faveur d'un autre club de deuxième division turque, le FC Akhisarspor. Une arrivée qui avait échappé aux radars de la presse sportive congolaise.

Lailier de 30 ans, qui s'est engagé



Dzon Delarge lors de son premier match sous le maillot Akhisarspor (DR)

pour 18 mois, a déjà disputé trois matches pour 1 but et 1 passe décisive pour deux succès et 1 revers. Il tentera d'aider sa nouvelle équipe, 14^e sur 18, à se maintenir. Rappelons que l'international congolais a porté les couleurs d'Osmanlispor (désormais Ankaraspor) et de Bursaspor et disputé 86 matches en première division turque. Puis 8 rencontres au deuxième échelon avec Boluspor la saison dernière.

Suisse : Kévin Monziano transféré définitivement à Lugano

Prêté depuis octobre 2020 par la Juventus Turin, le Franco-Congolais a été définitivement cédé au club suisse de Lugano.

Malgré un temps de jeu très limité depuis son arrivée (2 apparitions, 38 minutes, en équipe première), le natif de Pontoise, formé à Caen, va poursuivre sa carrière en première division suisse.

Cette signature intervient dans le cadre du départ de Christopher Lungoyi, lié pour les 5 prochaines saisons avec la Juventus, mais qui reste à Lugano jusqu'en juin 2022 dans le cadre d'un prêt.

Camille Delourme



Delvin Ndinga lors de sa présentation à la presse, le 5 février (panetolikos.gr)

saison en Grèce, puisqu'il s'est engagé en faveur du Panetolikos, actuel 12^e de Super League

Sans club depuis la fin de son contrat avec Antalyaspor en juillet dernier, Delvin Ndinga re-

année supplémentaire.

Il rejoint donc le FC Panetolikos, 12^e sur 14 du championnat de première division grecque. Avec 13 points en 20 matches et 23 longueurs de retard sur



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Goussou
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



EBOLA À BUTEMBO

Les épidémiologistes de l'OMS enquêtent sur les cas contacts

Suite au premier décès de la fièvre hémorragique Ebola enregistré, le 3 février dernier à Butembo dans la province du Nord-Kivu, les épidémiologistes de l'OMS sont sur le terrain pour enquêter sur le cas.

Les équipes qui travaillent dans la recherche des cas contacts ont déjà identifié plus de soixante-dix. La désinfection des sites visités par les patients est également en cours. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des échantillons prélevés sur le patient porteur du virus Ebola (l'épouse d'un survivant) ont été envoyés au laboratoire principal de l'Institut national de recherche biomédicale à Kinshasa pour un séquençage du génome, afin d'identifier la souche du virus de cette maladie et de déterminer son lien avec l'épidémie précédente.

D'autres partenaires du ministère de la Santé s'activent aussi à arrêter sa propagation, d'autant plus que cette province a connu, durant près de deux ans, la dixième épidémie d'Ebola, la plus meurtrière. Parmi les partenaires, figure l'Unicef qui a commencé à déployer sur place le personnel et le matériel de lutte.

L'Unicef participe également aux efforts visant à suivre et à retrouver toutes les personnes qui ont été en contact avec la victime, une femme de quarante-deux ans. Cette organisation onusienne travaille en étroite collaboration avec



Le personnel sanitaire transporte à l'hôpital de Butembo un patiente. AFP

les autorités sanitaires locales communautaire, les activités les mécanismes de contrôle de pour soutenir la mobilisation de décontamination, ainsi que l'infection.

Blandine Lusimana

AFFAIRE FLORIBERT CHEBEYA

Des voix s'élèvent pour exiger la réouverture du procès

Celles-ci s'appuient sur les nouvelles révélations faites par deux policiers, qui avouent avoir participé personnellement à ce double meurtre et qui affirment avoir reçu l'ordre de leur hiérarchie, le major Christian Kyenga-Kyenga, le colonel Daniel Mukalay et le général John Numbi pour le faire.

Depuis quelque temps, des voix s'élèvent en vue d'exiger la réouverture du procès de l'assassinat de deux défenseurs des droits de l'homme, le directeur exécutif de la Voix des sans voix pour les droits de l'homme (VSV) Floribert Chebeya Bahizire, et son chauffeur et membre de cette ONG, Fidèle Bazana Edadi. En plus de leurs familles biologiques et des activistes des droits de l'homme dont la Fondation Bill Clinton pour la paix, la VSV, l'Asadho, etc, qui n'ont jamais été d'accord avec tout ce qui a été fait au niveau de la justice, il y a des organisations et institutions internationales, comme l'Union européenne, qui vient de s'ajouter dans cette liste.

Ces réclamations se basent sur des nouvelles révélations faites par des éléments de la police nationale, qui affirment avoir participé personnellement à ce double crime et qui avouent avoir reçu l'ordre de leur hiérarchie, pour la mise à mort de Floribert Chebeya et de toute personne qui l'accompagnerait à son rendez-vous avec le commissaire général de la police nationale congolaise de l'époque, le général John Numbi.

Dans cette motivation d'éclairer la lanterne de la justice et de toute personne qui voudrait en connaître plus sur ce dossier, Hergil Ilunga et Alain Kayeye, respectivement adjudant de la police et brigadier-chef du bataillon Simba de la PNC, ont affirmé que la responsabilité de ce double crime incombe au général John Numbi et au major Christian Ngoy, qui auraient commandé cette opération. La version de la police contredite

On se rappellera que tout au long du procès tenu à Kinshasa, il y

a près de dix ans, des voix s'élevaient pour contredire la version officielle avancée par la police nationale et les principaux accusés.

A Kinshasa, dans les grandes villes du pays et à l'extérieur de la République démocratique du Congo, des versions aussi complémentaires que contradictoires ont été données dans les différentes interventions des personnes et des organisations se sentant concernées par ce dossier. C'est le cas des familles biologiques des deux victimes et la VSV, pour qui le général John Numbi était le suspect numéro un dans cette affaire.

Il y avait également Jean-Marc Mulenga et Mme Marie Louise Kyola Kayembe, qui ont tenu, le 21 juin à Goma, dans le Kivu, une conférence de presse au cours de laquelle ils ont cité nommément le colonel John Numbi, comme l'assassin de ces deux activistes, et l'ancien chef de l'Etat, Joseph Kabila, comme commanditaire de ce double meurtre. Ces derniers ont exigé une enquête internationale pour établir les responsabilités dans cette double meurtre.

A Kinshasa, des ONG comme la FBCP et d'autres défenseurs des droits de l'homme également ont soutenu cette même position. « C'est à l'inspection générale de la police que les deux activistes ont été étouffés », viennent d'affirmer Hergil Ilunga et Alain Kayeye, donnant raison à tous ceux qui contredisaient, en son temps, la version « officielle » soutenue par la police et les principaux accusés dans cette affaire. Hergil déclare à Radio France internationale : « Le major Christian nous



avait dit que sur ordre du chef, il fallait l'étouffer, parce qu'il avait des problèmes avec les chefs, John Numbi et Joseph Kabila ». Alors qu'Alain Kayeye dit : « C'était un ordre qui était venu du Raïs, à travers l'inspecteur général ».

Pour la FBCP, qui relève la sollicitation de la veuve Chebeya en direction du président de la République Félix Tshisekedi, ces

nouvelles révélations dans cette affaire du double assassinat de Floribert Chebeya et de Fidèle Bazana constituent, assurément, de nouveaux éléments qui devraient inciter les autorités congolaises à rouvrir le dossier dans des conditions qui puissent enfin permettre d'établir les responsabilités.

« Chers militants des droits de l'homme, société civile,

L'affiche du film réalisé par Thierry Michel/DRA associations, mouvements citoyens, activistes pro-démocratie, levons-nous et mobilisons-nous à travers des actions pacifiques pour exiger la réouverture immédiate du procès Floribert Chebeya et Fidèle Bazana. Que justice soit faite », peut-on lire dans un post de Jonas Tshiombela.

Lucien Dianzenza

EDUCATION

La reprise des cours soumise à la baisse de la courbe de contamination à la covid-19

Le ministre de la Santé, Eteni Longondo, assure qu'il n'y aura pas d'année blanche pour 2020-2021, étant donné que les efforts fournis pour maîtriser cette pandémie tendent à donner de bons résultats.

Le ministre de la Santé, le Dr Eteni Longondo, a fait savoir que les activités scolaires et universitaires dans les provinces les plus touchées par la pandémie de coronavirus pourront reprendre dans les prochains jours. Sans donner des précisions sur la date, ce membre du gouvernement, qui intervenait le 8 février dans une émission sur radiokapi-net, a précisé que ces activités « ne pourront reprendre que lorsque la courbe de contamination à la pandémie de covid-19 va baisser dans ces provinces les plus touchées ». Notant que bientôt cette pandémie sera maîtrisée, le ministre de la Santé a assuré qu'il n'y aura pas d'année blanche pour les années scolaire et académique en cours. Marquant les avancées réa-



lisées dans la maîtrise de la pandémie, le ministre appelle tout le monde à la patience. « Lors de la première vague,

on affirmait qu'il n'y avait pas des contaminations chez les enfants. Mais avec cette deuxième vague, quand vous

Des élèves dans une école à Goma allez à l'Institut national de recherches biomédicales, et quand vous consultez les données, il y a un grand nombre

d'enfants qui souffrent de cette maladie et qui en sont décédés. Nous sommes en train d'atteindre le plateau. Bientôt il y aura la baisse de la courbe. Il faudra que les enfants sachent que nous sommes en train de les protéger. Ils vont reprendre avec les études. Mais qu'ils soient patients », a-t-il dit, relevant le souci d'éviter d'exposer les enfants et tous les Congolais à cette maladie. « Nous pensons que nous allons maîtriser cette deuxième vague. Nous sommes en train de nous sacrifier pour sauver des vies des Congolais. Il n'y aura pas d'année blanche. Ça je vous le confirme. Mais nous devons d'abord nous occuper de la santé de nos enfants. On ne peut pas les exposer », a-t-il dit.

Lucien Dianzenza

TRANSPORT FERROVIAIRE

L'interconnexion des vingt-six provinces de la RDC en marche

La cérémonie relative au lancement des études de faisabilité de la construction et d'exploitation de 10 000 Km de chemin de fer s'est déroulée, le 8 février à l'hôtel Kempeski de Kinshasa, à travers un point de presse organisé conjointement par la firme congolaise Congo Railway et la firme allemande Evagor, spécialisée dans la construction des infrastructures ferroviaires.

Le projet découle d'une convention de collaboration signée entre le gouvernement congolais et Railway portant sur la mise en concession des infrastructures ferroviaires et d'exploitation de l'activité ferroviaire en RDC. Cette concession, d'une durée de 30 ans, porte sur 10 000 km de réseau ferroviaire, dont 5 000 existants et 5 000 nouveaux à construire sur 8 corridors. Ce réseau se répartit sur trois principaux axes, à savoir: - le réseau ouest qui comprend Banana-Boma-Matadi-Kinshasa et Ilebo, - le réseau sud qui partira de Sakania-Lumbashi-Kolwezi-Ilebo et aura une bretelle qui va relier Kolwezi à Dilolo, - le réseau est qui partira de Kamina-Kindu-Bukavu-Bumba. Ce dernier aura également une bretelle qui pourra relier Kananga, Mbuji-Mayi et Kalemie.

Ces réseaux visent à connecter toutes les 26 provinces du pays et à relier la RDC à ses 9 voisins avec un coût estimé à 25 milliards USD. Visiblement, c'est un projet économiquement révolutionnaire et catalyseur de la diversification économique de la République démocratique du Congo(RDC). Il va générer



Un train passagers

plus de 100 000 emplois directs et des centaines des milliers d'emplois indirects.

L'impact du chemin de fer sur l'appartenance de la RDC à la Zlécaf

Le démarrage de ces travaux intervient à un moment capital de l'histoire de la RDC. Ce projet va constituer, sans nul doute, le pivot de la réussite de l'intégration du pays dans la Zone de libre-échange continentale africaine. Il est en même temps la colonne vertébrale, car il permettra à la RDC d'imprimer le rythme des échanges régionaux et sous-régionaux.

Autres projets connexes

Outre ce méga projet ferroviaire venu concrétiser la vision du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, celle de voir le pays se relever et être le moteur du développement du continent africain, Congo Railway va développer 3 autres projets ; il s'agit: du projet de la production d'électricité à partir des centrales photovoltaïques et des centrales biomasses; du déploiement et l'exploitation de la fibre optique le long du chemin de fer et du développement immobilier, avec vocation de transformer des gares en parcs immobiliers, comprenant des centres commerciaux.

Alain Diasso

PAIX ET SÉCURITÉ

Le Rwanda continuera à soutenir les efforts de la Centrafrique

Le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Vincent Biruta, s'est engagé lundi à continuer à soutenir la République centrafricaine (RCA) dans ses efforts pour parvenir à la paix, à la sécurité, à la stabilité et au développement durable.

M. Biruta a tenu ces propos au cours d'une conférence de presse conjointe avec Sylvie Baipo-Temon, son homologue de RCA, qui se trouvait en visite officielle au Rwanda.

Le Rwanda est actuellement l'un des plus importants contributeurs de troupes à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en RCA (Minusca), et s'occupe spécifiquement de la sécurité des hauts fonctionnaires et des principales installations de l'Etat. Il a déployé une force de protection en RCA pour assurer la sécurité des troupes de maintien de la paix de l'ONU, mais aussi pour garantir le déroulement pacifique des élections générales de décembre dernier.

M. Biruta a indiqué que les deux pays continueront à renforcer leur coopération bilatérale, y compris dans le domaine des investissements et dans divers autres secteurs d'intérêt commun.

Mme Baipo-Temon a, quant à elle, exprimé sa gratitude envers le gouvernement rwandais pour avoir aidé la RCA à maintenir la paix, la sécurité et la stabilité, notamment grâce au déploiement d'une force de maintien de la paix. La RCA souhaite s'inspirer de l'expérience du Rwanda en matière de restauration de la paix et de la stabilité et de reconstruction post-conflit, a-t-elle ajouté.

La visite de Mme Baipo-Temon au Rwanda survient quelques jours après que la compagnie aérienne nationale rwandaise RwandAir a ouvert une nouvelle liaison vers Bangui, la capitale de la RCA.

Xinhua

LITTÉRATURE

Échanges autour d'un roman nigérian

Le Cercle des amis des écrivains noirs engagés (Cene littéraire) a organisé, le 6 février au Centre culturel Jean-Baptiste Tati-Loutard à Pointe-Noire, une matinée de lecture et d'échanges autour du roman « Né un mardi » de l'écrivain nigérian Elnathan John, Prix Les Afriques 2019.

« Jeunesse et violence politico-religieuse », c'est le thème de ces échanges qui ont réuni les écrivains, les élèves et le public. Près de 700 exemplaires sont disponibles dans les rayons de vente au Congo et en République démocratique du Congo. « Sur place, on peut sortir des livres de qualité sans aller en Europe », s'est réjoui Maurice Loubouakou, directeur des Editions LMI et d'ajouter que sa maison d'édition est prête à aider les jeunes auteurs ou écrivains en herbe.

Présentant la Cene littéraire et l'écrivain Elnathan John, l'écrivaine Nicole Mballa Mikolo a signifié que « Né un mardi » a reçu le « Prix Les Afriques 2019 » décerné depuis 2016 par l'association La Cene littéraire dirigée par Flore Agnès Nda Zoa. Un prix



qui distingue un écrivain ou écrivaine africain ou afro descendant auteur d'une fiction mettant en exergue une cause humaine, sociétale, idéologique, politique, culturelle, économique ou historique en lien avec l'Afrique ou sa diaspora. « Né un mardi » a remporté aussi le prix de

littérature Betty Trask. Ce roman, a-t-elle ajouté, explore par la voix de Dantala son personnage principal les liens qui peuvent se tisser entre une jeunesse en rupture sociale. La violence et le fondamentalisme religieux. C'est aussi une leçon sur le pouvoir salvateur de l'amitié, de

phique. L'auteur réside actuellement à Berlin, en Allemagne.

« C'est un roman véritablement réaliste qui fait imbriquer la vie et la mort... une véritable écriture d'une aventure et l'aventure d'une écriture qui se termine par la tolérance et l'amour qui prennent le dessus sur le fatalisme et le désespoir », a dit Alphonse Chardin Nkala, directeur départemental du livre et de la lecture publique de Pointe-Noire.

Véritable hymne à la tolérance et à l'humanisme, ce roman en appelle à la jeunesse à garder sa ligne de rigueur devant toutes sortes de manipulations possibles. Des jeunes qui doivent rester eux-mêmes, seul moyen de tracer leur propre chemin et de bâtir leur vie de manière radieuse.

l'amour et de l'éducation. Elnathan John, son auteur est un avocat, romancier satiriste nigérian né en 1982 à Kaduna dans le Nord du Nigeria. Il est également l'auteur d'un recueil de satires Be (Com) Ing Nigeria publié par Cassava Republic Press, ainsi que d'un roman gra-

Hervé Brice Mampouya

Les participants à la rencontre littéraire

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

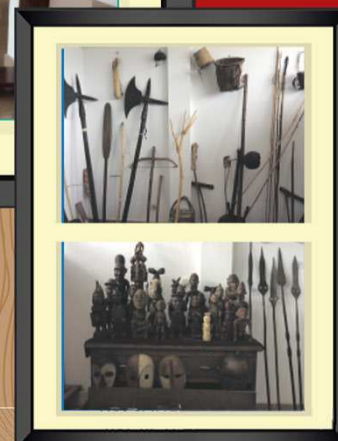
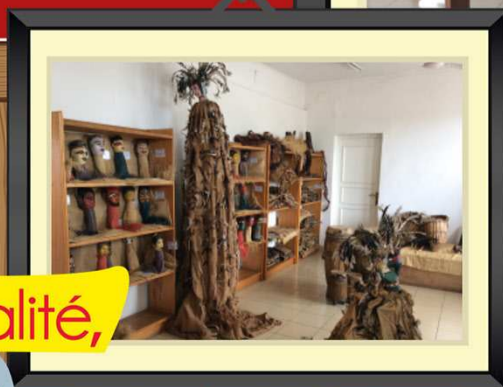
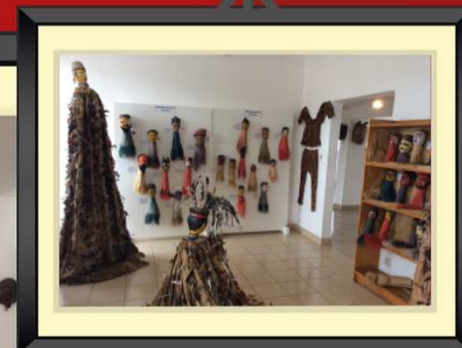
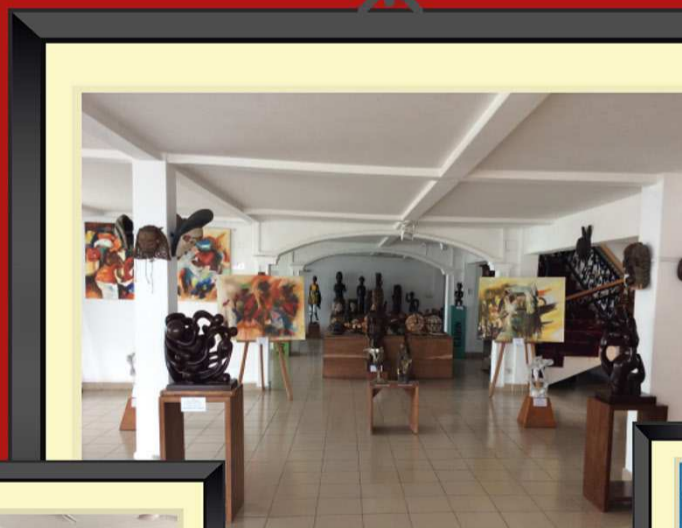
de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso immeuble les manguiers (Mpila) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

Les Diabes noirs caracolent seuls en tête

Le premier choc de la saison opposant le 8 février, au stade Alphonse-Massamba-Débat, le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) aux Diabes noirs, a tourné à l'avantage des Diablotins qui ont battu leur plus sérieuse rivale (1-0), en clôture de la troisième journée.

Les Diabes noirs signent ainsi leur troisième victoire d'affilée, qui leur permet de caracoler seuls en tête du classement provisoire avec neuf points. C'est un début de saison idéale que le club le plus populaire du pays est en train de vivre. L'écart n'importe peu. Les derniers résultats des Diabes noirs sont serrés, l'équipe ne boude pourtant pas son plaisir à avancer lentement mais sûrement...

Pour ce premier test face au Cara qui malheureusement n'a proposé que peu d'arguments, les jaunes et noirs se sont appuyés sur un joker de luxe : Hardy Binguila rentré fraîchement de la 6e édition du Championnat d'Afrique des nations au Cameroun. C'est sur son exploit personnel que les Diablotins ont tenu ce choc. A la récupération haute d'un ballon mal exploité par un joueur aiglon, Binguila a soulagé son équipe d'une frappe croisée à la 58e minute qui a laissé le gardien de Cara, Chili Ngakosso, sans voix. Les Diabes noirs occupent désormais seuls la première place du classement, après le nul concédé par l'AS Cheminots face au Fc Nathalys (0-0), le même jour au Complexe sportif de Pointe-Noire. Les Cheminots regressent à la deu-



L'une des actions menées par les Diabes noirs dans le camp des Aiglons/Adiac

xième place avec sept points. L'As Otohô a complété, grâce à sa brillante victoire (2-0) sur le FC Kondzo en match avancé de cette journée. Ici encore, la différence a été faite par les joueurs revenus du Chan. Ro-

zan Varel a ouvert le score à la 12e minute. Brel Mohendiki l'a imité à la 36e minute. L'équipe championne du Congo compte six points avec un match en retard (celui contre la Jeunesse sportive de Talangaï comp-

tant (JST) pour la première journée). L'AC Léopards (six points également) reste dans le coup après sa victoire (1-0) face à la JST, le 7 février à Dolisie.

L'Etoile du Congo a attendu la

troisième journée pour enfin lancer sa saison. Les Stelliens sont allés s'imposer à Pointe-Noire (2-1), devant Nico-Nicoyé. Avant cette victoire, l'Etoile du Congo restait sur quatre matches nul toute compétition confondue (deux en championnat et deux en préliminaires de la Coupe africaine de la confédération). Les premiers buts inscrits par les Stelliens, dans le championnat, leur ont permis de revenir à la hauteur du FC Nathalys (cinq points) et de se placer devant Cara (quatre points). Comme l'Etoile du Congo, l'Interclub a stoppé sa série de matches sans victoire en dominant Patronage Sainte-Anne (2-1). Le Racing club de Brazzaville a tenu en échec V Club Mokanda (1-1).

Notons que pour le compte de la quatrième journée de la compétition qui débute ce 10 février, la JST accueille l'Interclub. Le 11 février, l'As Otohô reçoit l'Etoile du Congo avant Diabes noirs-AS Cheminots. Le 12 février, le RCB affronte Nico-Nicoyé, puis le Cara sera aux prises à l'Ac Léopards de Dolisie. Les matches Fc Kondzo-FC Nathalys et Patronage- V Club, prévus pour le 13 février, vont clôturer cette journée.

James Golden Eloué

AFRIQUE

Les ministres des Finances vont plancher sur le développement économique

La 53e session de la conférence des ministres et experts africains des Finances, de la Planification et du Développement se tiendra du 17 au 23 mars.

Cette réunion qui se tiendra par vidéo-conférence aura pour thème : « L'industrialisation et la diversification durables de l'Afrique à l'ère du numérique dans le contexte de la Covid-19 ». Selon les organisateurs, le thème choisi justifie la volonté des gouvernements du continent d'industrialiser et de créer les emplois pour leurs populations, en particulier les jeunes.

Pour le directeur de la division de l'intégration régionale et du commerce de la Conférence économique africaine (CEA), Stephen Karingi, la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) est utile en ces temps difficiles où le continent lutte contre la Covid-19. Et, il est essentiel que nos gouvernements établissent des arrangements institutionnels pour la coopération sur l'économie numérique et des

dispositions pour soutenir les capacités numériques et industrialiser les entreprises africaines.

« L'entrée en vigueur de la Zlecaf a marqué un tournant unique dans la poursuite du continent vers l'industrialisation, notamment avec le commerce électronique qui constitue un catalyseur clé dans les économies numérisées. C'est pourquoi, l'un des principaux éléments du thème de cette année est la reconnaissance de la nécessité pour les pays africains de parvenir à une croissance économique rapide sans exacerber le coût environnemental du développement », a-t-il ajouté, indiquant que cette nouvelle politique appelle à un alignement des stratégies de développement sur les mesures d'atténuation du changement climatique.

Les pays africains devront mettre

en œuvre des stratégies de développement qui reconnaissent qu'une croissance meilleure, plus sûre et plus inclusive, implique une action climatique forte et une utilisation efficace des ressources naturelles. D'autant plus, la trajectoire de développement de l'Afrique doit minimiser l'aberration des pays développés et chercher plutôt à adopter la modernisation grâce à la numérisation et à des activités d'industrialisation moins coûteuses pour le climat.

« Si la numérisation émergente peut être mise à l'échelle, elle peut être transformatrice et peut aider l'Afrique à s'industrialiser et à se diversifier durablement au sein d'une économie numérique mondiale estimée à plus de onze mille cinq cents milliards de dollars », ont conclu les organisateurs.

Rock Ngassakys

APPEL À INSCRIPTIONS

Le Bureau export lance un atelier en ligne

Afin de mieux accompagner les musiciens de jazz dans leur développement international, le Bureau export organise en collaboration avec le Centre national de la musique (CNM) une série d'ateliers en ligne destinés aux professionnels du jazz.

Le premier atelier en ligne intitulé « DIY : Booking international gigs » se tiendra le 16 février 2021 de 11h30 à 12h45 via Zoom. Il est destiné en priorité aux musiciens et musiciennes qui se chargent intégralement ou partiellement de la diffusion de leurs projets à l'export. Il est également ouvert aux autres professionnels intéressés.

Plusieurs thèmes seront abordés au cours de cette première session qui sera présentée par Matt Fripp, agent et manager, fondateur de Jazz fuel, qui est une plateforme créée en 2016 pour accompagner des musiciens de jazz indépendants dans le développement de leurs carrières à l'international. Parmi lesquelles : comment identifier les diffuseurs les plus pertinents pour son projet, construire une stratégie export, préparer des pitches, réaliser des e-mailings, comment créer du contenu pour les clubs et les festivals. À l'issue de cette présentation, un temps

d'échange et de questions.

Pour y participer, les candidats sont invités à déposer leur dossier au plus tard, le 12 février, en inscrivant sur le lien Live session #1 | « DIY : Booking international gigs ». Un lien permettant de rejoindre la session en ligne leur sera envoyé.

Les prochains ateliers en ligne se dérouleront les 16 mars et 13 avril aux mêmes heures que le premier atelier. Le Bureau export a pour objectif de soutenir les auteurs, compositeurs, artistes et professionnels qui les accompagnent pour leur permettre d'aller à la rencontre de tous les publics, en France et à l'international.

Chaque année, plusieurs centaines de projets de tous les styles musicaux bénéficient de son accompagnement. L'une des missions fixées par le Bureau export et le CNM est de favoriser le développement international du secteur de la musique et des variétés.

Rosalie Bindika